RF

ROYAUME DE BELGIQUE

_ _ _ _ _ _ _ _ _ _

AVIS 42.033/4
DU 22 JANVIER 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de la Coopération au développement, le 27 décembre 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "régissant l'agrément et la subvention des Fédérations des organisations non gouvernementales de développement", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Observation préalable

L'arrêté royal en projet a pour objet de déterminer le régime d'agrément et de subvention des fédérations d'organisations non gouvernementales de développement. La loi du 25 mai 1999 relative à la coopération internationale belge vise ces fédérations en son article 10, alinéa 2, inséré par la loi du 2 janvier 2001.

En vertu de l'article 10, alinéa 1er, de la loi du 25 mai 1999 précitée, modifié par la loi du 20 juillet 2006, "la coopération internationale belge concentre la coopération bilatérale indirecte sur les organisations non gouvernementales agréées selon une procédure et des modalités fixées par le Roi, qui répondent au moins aux critères suivants [...]".

D'une part, la coopération internationale belge est définie à l'article 2, 1°, de la loi du 25 mai 1999, précitée, comme "les actions et contributions de l'État belge en matière de coopération bilatérale directe, multilatérale et bilatérale indirecte".

D'autre part, la coopération bilatérale indirecte est définie à l'article 2, 6°, de la même loi modifié par la loi du 2 janvier 2001 comme "la coopération, financée ou cofinancée par l'État belge, dans laquelle un tiers, qui n'est pas un État étranger, ni une organisation internationale, répond de l'exécution des programmes ou des projets, sur la base d'un système réglementaire de subventions ou d'une convention".

Quant aux organisations autres que gouvernementales, définies à l'article 2, 4° de la même loi, il s'agit d'"organisations qui peuvent être agréées par le ministre et qui peuvent bénéficier de subventions de l' État belge pour leurs activités en matière de coopération au développement" (1).

Il résulte donc implicitement d'une lecture conjointe de ces définitions et du mécanisme d'agrément que met en place l'article 10 de la loi précitée que les organisations non gouvernementales agréées selon la procédure et les modalités fixées par le Roi peuvent recevoir des subventions pour réaliser leurs activités en matière de coopération au développement.

Par contre, c'est donc de manière plus indirecte et fort implicite qu'il y a lieu de considérer que le législateur en habilitant le Roi à fixer les critères d'agrément des fédérations d'organisations non gouvernementales L'a également habilité à fixer les conditions d'octroi d'une subvention (2).

Observations particulières

Préambule

1. Il y a lieu de préciser, à la fin de l'alinéa 1er du préambule du projet, que celui-ci trouve son fondement légal dans l'article 10, alinéa 2, de la loi du 25 mai 1999 relative à la coopération internationale belge qui a été modifié par la loi du 2 janvier 2001.

---

(1) Dans le cours des travaux parlementaires à la Chambre qui ont conduit à l'adoption de la loi du 25 mai 1999, l'expression "organisations autres que gouvernementales" a été remplacée tant dans son article 10 que dans l'intitulé de celui-ci par l'expression "organisations non gouvernementales". Voir l'avis 39.320/4, donné le 23 novembre 2005, sur un projet d'arrêté royal "relatif aux agréments d'organisations non gouvernementales de développement".

(2) Une intervention expresse du législateur serait sans doute souhaitable pour clarifier cette question, surtout à la lumière de l'évolution de la législation tant dans la matière particulière de la coopération internationale que, d'une manière plus générale, dans la matière de la subvention. Voir notamment l'avis 26.299/9, donné le 21 mai 1997, sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'agrément et à la subsidiation d'organisations non-gouvernementales de développement et de leurs fédérations", en particulier l'observation générale n° 1.

2. L'alinéa 2 du préambule vise l'arrêté royal du 18 juillet 1997 relatif à l'agrément et à la subvention d'organisations non gouvernementales de développement et de leurs fédérations, dont l'article 12 du projet tend à abroger les articles 20 à 29.

Cet arrêté royal a précédemment été modifié par des arrêtés royaux des 8 avril 2002, 14 décembre 2005 et 24 septembre 2006. Ainsi, notamment, l'article 9 de celui du 14 décembre 2005 et l'article 22 de celui du 24 septembre 2006 en ont abrogé, respectivement, les articles 2 à 5 et 1er, ainsi que 6 à 19 et 30 à 40, de sorte que l'article 12 du projet, tel qu'il est rédigé, n'en laisserait subsister que l'article 41, qui n'en est que l'exécutoire.

Pour achever l'abrogation de l'arrêté royal du 18 juillet 1997 précité, et compte tenu de la deuxième phrase de l'article 22 de l'arrêté royal du 24 septembre 2006 précité, la disposition abrogatoire de l'article 12 doit donc être rédigée comme suit :

"L'arrêté royal du 18 juillet 1997 relatif à l'agrément et à la subvention d'organisations non gouvernementales de développement et de leurs fédérations, modifié par les arrêtés royaux des 8 avril 2002, 14 décembre 2005 et 24 septembre 2006, est abrogé."

Il y a en conséquence lieu de viser de même à l'alinéa 2 du préambule "l'arrêté royal du 18 juillet 1997 relatif à l'agrément et à la subvention d'organisations non gouvernementales de développement et de leurs fédérations, modifié par les arrêtés royaux des 8 avril 2002, 14 décembre 2005 et 24 septembre 2006".

3. Les alinéas 3 et 4 du préambule seront omis car l'arrêté en projet ne se fonde ni sur l'arrêté royal du 14 décembre 2005 relatif aux agréments d'organisations non gouvernementales de développement ni sur celui du 24 septembre 2006 relatif à la subvention des programmes et projets présentés par les organisations non gouvernementales de développement agréées, et ne tend non plus à modifier ni l'un ni l'autre.

4. L'alinéa 7 du préambule sera également omis. En effet, depuis l'entrée en vigueur de l'article 7 de la loi du 2 avril 2003 modifiant certains aspects de la législation relative à l'organisation et au fonctionnement de la section de législation du Conseil d'État, qui a remplacé l'article 84 des lois coordonnées sur le Conseil d'État, il n'est plus nécessaire de viser au préambule la délibération par laquelle le Conseil des ministres réclame communication de l'avis du Conseil d'État dans un délai ne dépassant pas un mois.

5. À l'alinéa 8, il y a lieu de viser "l'article 84, § 1er, alinéa 1er, des lois coordonnées sur le Conseil d'État".

6. À l'alinéa 9 du préambule, il faut écrire, dans la version française, non "sur l'avis", mais "de l'avis", et dans la version néerlandaise, "op het advies" au lieu de "op advies".

Dispositif

Article 3

1. Conformément à l'article 2 de la loi du 2 mai 2002 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations, "l'intitulé de la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique est remplacé par l'intitulé suivant : «Loi sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations»". C'est donc avec cet intitulé que cette loi doit être visée à l'article 3, § 2, 1°, du projet.

2. Au paragraphe 2, 3°, les mots "de droit" laissent entendre que même en cas de violation de la loi ou des statuts de la fédération dont une ONG est membre, la fédération ne pourrait l'exclure.

S'il est admissible compte tenu du système mis en place, qu'une fédération ne puisse refuser l'adhésion d'une ONG agréée, il serait excessif de reconnaître à celle-ci la qualité de "membre de droit". Les mots "de droit" seront omis.

Article 6

Au paragraphe 2, le texte est en défaut de préciser l'indice de départ auquel se rattache le montant de septante mille euros.

Article 8

1. La fin de l'article 8, § 1er, du projet, qui requiert la présentation "du rapport soit du Commissaire aux comptes soit du Réviseur d'entreprises", sera revue afin de tenir compte des dispositions des articles 17, § 5, et 53, § 5, de la loi du 27 juin 1921 précitée.

2. Le second paragraphe de ce même article 8 dispose que

"Les subsides visés à l'article 6 sont payés et justifiés conformément aux règles générales en matière d'octroi et de justification des subsides de l'État."

La section de législation du Conseil d'État suppose que les "règles générales" ainsi visées sont, pour l'essentiel, celles des articles 55 à 58 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'État et 121 à 124 de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral, ainsi que de l'arrêté royal du 26 avril 1968 réglant l'organisation et la coordination des contrôles de l'octroi et de l'emploi des subventions.

Eu égard à leur généralité, ces règles légales et cet arrêté d'exécution s'appliquent à tous les subsides accordés par l'État, notamment en exécution de l'arrêté en projet. Celui-ci doit donc d'autant plus s'abstenir de le préciser que l'article 8, § 2, du projet ne les déclare applicables qu'aux seuls "subsides visés à l'article 6" et paraît donc exclure, *a contrario*, leur application à ceux visés à l'article 7, ce qui ne serait pas conforme aux "règles générales" précitées. Dans l'article 8 du projet, le second paragraphe doit par conséquent être omis et la division en paragraphes supprimée.

Article 10

En tant que la prestation de service au bénéfice du Comité paritaire doit faire l'objet d'un marché public de service, l'alinéa 2 est un truisme.

Plus fondamentalement, en tant que la même disposition paraît accorder à ce comité la qualité d'organe ou d'agent capable d'engager l'État, elle ne peut être admise.

La décision de prévoir un marché public doit être prise par le ministre ou son délégué et non par un organe consultatif interne à l'administration.

Article 12

Il est renvoyé à l'observation n° 2 formulée sous le préambule.

Observations finales

La brièveté de l'arrêté en projet ne justifie pas sa division en quatre chapitres. Les intitulés donnés à quelques articles sont inutiles et seront omis.

Du point de vue de la correction de la langue et d'un usage conséquent de la terminologie, le texte néerlandais du projet devrait être revu. À titre d'exemple, dans la version néerlandaise du projet le terme français "subside" est rendu tantôt par le terme néerlandais "subsidie", tantôt par le terme "toelage", et le terme "betoelaging" est utilisé, à tort, au lieu du terme "subsidiëring".

La chambre était composée de

Messieurs	Ph. HANSE,	président de chambre,
	P. LIÉNARDY, P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER, LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT Ph. HANSE

RF

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 42.033/4
VAN 22 JANUARI 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 27 december 2006 door de Minister van Ontwikkelingssamenwerking verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit voor de "erkenning en betoelaging van de Federaties van de niet-gouvernementele ontwikkelingsorganisaties", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande opmerking

Het ontworpen besluit strekt ertoe de regeling vast te stellen voor de erkenning en subsidiëring van de federaties van niet-gouvernementele ontwikkelingsorganisaties. In artikel 10, tweede lid, van de wet van 25 mei 1999 betreffende de Belgische internationale samenwerking, dat is ingevoegd bij de wet van 2 januari 2001, is sprake van deze federaties.

Krachtens artikel 10, eerste lid, van de voornoemde wet van 25 mei 1999, gewijzigd bij de wet van 20 juli 2006, "(richt) de Belgische internationale samenwerking (...) de indirecte bilaterale samenwerking op de niet-gouvernementele organisaties die (erkend) worden volgens een procedure en modaliteiten vastgesteld door de Koning, en die minstens beantwoorden aan de volgende criteria [...]".

Enerzijds wordt de Belgische internationale samenwerking in artikel 2, 1°, van de voormelde wet van 25 mei 1999 gedefinieerd als "het beleid en de acties van de Belgische staat inzake directe bilaterale, multilaterale en indirecte bilaterale ontwikkelingssamenwerking".

Anderzijds wordt de indirecte bilaterale samenwerking in artikel 2, 6°, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 1 januari 2001, gedefinieerd als "samenwerking, gefinancierd of medegefinancierd door de Belgische Staat, waarbij een derde, die niet een vreemde staat of internationale organisatie is, instaat voor de uitvoering van de

programma's of projecten, op basis van een reglementair stelsel van subsidiëring of op basis van een overeenkomst".

Wat betreft de andere dan gouvernementele organisaties, die worden omschreven in artikel 2, 4°, van dezelfde wet, dit zijn "organisaties die door de minister kunnen erkend worden en die in aanmerking kunnen komen voor subsidiëring door de Belgische Staat van hun activiteiten op het gebied van ontwikkelingssamenwerking" (1).

Als deze definities in samenhang worden gelezen met de erkenningregeling die bij artikel 10 van de voormelde wet wordt ingevoerd, blijkt dus impliciet dat niet-gouvernementele organisaties die erkend worden volgens de door de Koning vastgestelde procedure en nadere regels subsidies kunnen ontvangen voor de uitvoering van hun activiteiten inzake ontwikkelingssamenwerking.

Daarentegen is het dus indirecter en zeer impliciet - dat er van - moet worden uitgegaan dat de wetgever, door de Koning te machtigen de criteria voor de erkenning van federaties van niet-gouvernementele organisaties vast te stellen, Hem eveneens heeft gemachtigd de voorwaarden voor de toekenning van een subsidie vast te stellen (2).

---

(1) Tijdens de parlementaire voorbereiding in de Kamer die heeft geleid tot de goedkeuring van de wet van 25 mei 1999, is de uitdrukking "organisaties, andere dan gouvernementele" vervangen, zowel in artikel 10 als in het opschrift ervan, door de uitdrukking "niet-gouvernementele organisaties". Zie advies 39.320/4, gegeven op 23 november 2005, over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de erkenning van niet-gouvernementele ontwikkelingsorganisaties".

(2) De wetgever moet wellicht expliciet optreden om deze kwestie op te helderen, vooral in het licht van de ontwikkeling van de wetgeving, zowel in de bijzondere aangelegenheid van de internationale samenwerking als, meer algemeen, in de aangelegenheid van de subsidiëring. Zie meer bepaald advies 26.299/9, gegeven op 21 mei 1997, over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de erkenning en betoelaging van niet-gouvernementele ontwikkelingsorganisaties en van hun federaties", inzonderheid algemene opmerking nr. 1.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. Op het einde van het eerste lid van de aanhef van het ontwerp moet worden vermeld dat het ontwerp rechtsgrond vindt in artikel 10, tweede lid, van de wet van 25 mei 1999 betreffende de Belgische internationale samenwerking, dat gewijzigd is bij de wet van 2 januari 2001.

2. In het tweede lid van de aanhef wordt verwezen naar het koninklijk besluit van 18 juli 1997 betreffende de erkenning en subsidiëring van niet-gouvernementele ontwikkelingsorganisaties en van hun federaties, waarvan artikel 12 van het ontwerp beoogt de artikelen 20 tot 29 op te heffen.

Dit koninklijk besluit is al eerder gewijzigd bij koninklijke besluiten van 8 april 2002, 14 december 2005 en 24 september 2006. Zo hebben inzonderheid artikel 9 van het besluit van 14 december 2005 en artikel 22 van het besluit van 24 september 2006 respectievelijk de artikelen 2 tot 5 en 1, alsook de artikelen 6 tot 19 en 30 tot 40 opgeheven, zodat artikel 12 van het ontwerp, zoals het is geredigeerd, slechts artikel 41 ervan zou laten bestaan, dat niets meer dan de uitvoeringsbepaling ervan is.

Om de opheffing van het voornoemde koninklijk besluit van 18 juli 1997 te voltooien, en gelet op de tweede zin van artikel 22 van het voormelde koninklijk besluit van 24 september 2006, moet de opheffingsbepaling van artikel 12 dus als volgt worden geredigeerd :

"Het koninklijk besluit van 18 juli 1997 betreffende de erkenning en subsidiëring van niet-gouvernementele ontwikkelingsorganisaties en van hun federaties, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 8 april 2002, 14 december 2005 en 24 september 2006, wordt opgeheven."

Bijgevolg moet in het tweede lid van de aanhef eveneens worden verwezen naar "het koninklijk besluit van 18 juli 1997 betreffende de erkenning en subsidiëring van niet-gouvernementele ontwikkelingsorganisaties en van hun federaties, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 8 april 2002, 14 december 2005 en 24 september 2006".

3. Het derde en vierde lid van de aanhef moeten vervallen, daar het ontworpen besluit geen rechtsgrond vindt in het koninklijk besluit van 14 december 2005 betreffende de erkenning van niet-gouvernementele ontwikkelingsorganisaties, noch in het koninklijk besluit van 24 september 2006 betreffende de subsidiëring van programma's en projecten voorgelegd door de erkende niet-gouvernementele ontwikkelingsorganisaties, en er evenmin toe strekt noch het ene, noch het andere te wijzigen.

4. Ook het zevende lid van de aanhef behoort te vervallen. Sedert de inwerkingtreding van artikel 7 van de wet van 2 april 2003 tot wijziging van sommige aspecten van de wetgeving met betrekking tot de inrichting en de werkwijze van de afdeling wetgeving van de Raad van State, bij welke bepaling artikel 84 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State is vervangen, hoeft in de aanhef immers geen melding meer te worden gemaakt van het besluit waarbij de Ministerraad de Raad van State verzoekt om advies te geven binnen een termijn van een maand.

5. In het achtste lid behoort te worden verwezen naar "artikel 84, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State".

6. In het negende lid van de aanhef schrijve men in de Franse tekst "de l'avis" in plaats van "sur l'avis" en in de Nederlandse tekst "op het advies" in plaats van "op advies".

Dispositief

Artikel 3

1. Krachtens artikel 2 van de wet van 2 mei 2002 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen wordt het opschrift van de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend, vervangen als volgt : "Wet betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen". Het is dan ook met dat opschrift dat naar die wet verwezen dient te worden in artikel 3, § 2, 1°, van het ontwerp.

2. In paragraaf 2, 3°, wekken de woorden "van rechtswege" de indruk dat de federatie een NGO niet als lid zou kunnen uitsluiten, zelfs niet in geval van schending van de wet of van de statuten van de federatie.

Hoewel het, gelet op de regeling die wordt ingevoerd, aanvaardbaar is dat een federatie niet kan weigeren dat een erkende NGO zich bij haar aansluit, zou het overdreven zijn om aan die erkende NGO de hoedanigheid van "lid van rechtswege" toe te kennen. De woorden "van rechtswege" dienen te vervallen.

Artikel 6

In paragraaf 2 wordt niet aangegeven wat de basisindex is waarmee het bedrag van zeventigduizend euro verband houdt.

Artikel 8

1. Artikel 8, § 1, in fine, van het ontwerp, waarbij de indiening wordt vereist van "het verslag hetzij van de Commissaris hetzij van de Bedrijfsrevisor", behoort aldus te worden herzien dat rekening wordt gehouden met hetgeen bepaald wordt in de artikelen 17, § 5, en 53, § 5, van de voormelde wet van 27 juni 1921.

2. Paragraaf 2 van datzelfde artikel 8 luidt als volgt :

> "De subsidies bedoeld in artikel 6 worden betaald en verantwoord overeenkomstig de algemene regels betreffende het toekennen en verantwoorden van de staatstoelagen."

De afdeling wetgeving van de Raad van State gaat ervan uit dat de "algemene regels" waarnaar aldus verwezen wordt, hoofdzakelijk die zijn welke vervat zijn in de artikelen 55 tot 58 van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit en in de artikelen 121 tot 124 van de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat, alsook in het koninklijk besluit van 26 april 1968 tot inrichting en coördinatie van de controles op de toekenning en op de aanwending van de toelagen.

Gelet op de algemene aard ervan, gelden die wettelijke regels en dat uitvoeringsbesluit voor alle subsidies die door de Staat worden toegekend, inzonderheid ter uitvoering van het ontworpen besluit. In dit besluit mag zulks dan ook des te minder worden vermeld, daar artikel 8, § 2, van het ontwerp ze alleen toepasselijk verklaart op de "subsidies bedoeld in artikel 6", zodat dit artikel *a contrario* lijkt uit te sluiten dat ze worden toegepast op de subsidies bedoeld in artikel 7, hetgeen niet in overeenstemming zou zijn met de voormelde "algemene regels". In artikel 8 van het ontwerp dient paragraaf 2 bijgevolg te vervallen en moet van de opdeling in paragrafen worden afgestapt.

Artikel 10

Voor zover bepaald wordt dat het verlenen van diensten ten behoeve van het Paritair Overlegcomité in het kader van een overheidsopdracht voor aanneming van diensten dient te geschieden, is het tweede lid een gemeenplaats.

Een fundamenteler bezwaar is dat diezelfde bepaling, voorzover daarbij blijkbaar aan dat comité de hoedanigheid wordt toegekend van orgaan of personeelslid dat de Staat kan verbinden, niet kan worden aanvaard.

De beslissing om in een overheidsopdracht te voorzien, moet worden genomen door de Minister of zijn gemachtigde en niet door een intern adviesorgaan van het overheidsbestuur.

Artikel 12

Er wordt verwezen naar opmerking nr. 2 die over de aanhef is gemaakt.

Slotopmerkingen

Het ontworpen besluit is zo kort dat het niet gerechtvaardigd is het in vier hoofdstukken onder te verdelen. De opschriften die aan enkele artikelen gegeven zijn, dienen als overbodig te vervallen.

De Nederlandse tekst van het ontwerp zou uit een oogpunt van correct taalgebruik en consequent gebruik van de terminologie herzien moeten worden. Zo bijvoorbeeld beantwoordt in de Franse versie van het ontwerp de term "subside", in de Nederlandse versie nu eens aan de term "subsidie", dan weer aan de term "toelage", en wordt ten onrechte de term "betoelaging" gebezigd in plaats van "subsidiëring".

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Ph. HANSE,	kamervoorzitter,
	P. LIÉNARDY, P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER, DE VOORZITTER,

C. GIGOT Ph. HANSE